



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

130^{ème} ASSEMBLEE DE L'UIP ET REUNIONS CONNEXES

Genève, 16 – 20.3.2014

Conseil directeur
Point 6

CL/194/6f)-R.1
13 mars 2014

RAPPORTS SUR DE RECENTES REUNIONS SPECIALISEES DE L'UIP

f) REUNION D'INFORMATION SUR LA GOUVERNANCE EN TANT QUE COMPOSANTE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT POUR L'APRES-2015

**Rapport sur la Réunion organisée en marge de la 8^{ème} session du Groupe
de travail ouvert sur les objectifs de développement durable,
*Mesurer la gouvernance démocratique : l'art du possible***

6 février 2014, New York

Cette manifestation, organisée conjointement par l'UIP, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA) et la Mission permanente de la Mongolie auprès des Nations Unies, a été conçue pour faire avancer l'idée d'un objectif à part entière sur la gouvernance démocratique dans la perspective de négociations sur les nouveaux objectifs de développement durable (ODD) aux Nations Unies. Cette rencontre qui a pris la forme d'un débat de courte durée tenu à l'heure du déjeuner était stratégiquement conçue pour coïncider avec le débat du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable consacré à la gouvernance et à la primauté du droit.

Y ont participé une cinquantaine de personnes issues du milieu des Nations Unies, dont plusieurs représentants de pays qui sont directement intervenus dans les délibérations du Groupe de travail. Des exposés ont été faits par M. Anders B. Johnsson, Secrétaire général de l'UIP, Mme Margot Wallström, Présidente du Conseil consultatif d'International IDEA, l'Ambassadeur Od Och, Représentant permanent de la Mongolie auprès des Nations Unies, M. Andy Richardson, du Centre de documentation de l'UIP, et M. Nicholas Leader, conseiller en gouvernance et administration publique, du PNUD. Le débat a été animé par M. Massimo Tommasoli, Observateur permanent d'International IDEA auprès des Nations Unies.

L'argument principal qui est ressorti du débat est que l'idée que la gouvernance ne puisse être mesurée, qui avait généralement cours lorsque les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été fixés, n'a plus de raison d'être. Grâce à de nouvelles recherches et à des analyses empiriques menées au cours des années, un certain nombre d'objectifs et d'indicateurs ont été établis ou définis, lesquels permettent de vraiment mesurer le progrès du pays en direction de la gouvernance démocratique.

Un autre constat important a été que la *gouvernance démocratique*, par opposition à la *gouvernance simple*, implique un saut qualitatif par rapport à l'acception commune du terme en un sens administratif étroit. La gouvernance démocratique relève de l'application des principes démocratiques de participation, de transparence et de reddition de comptes sur les décisions qui sont prises et leur mise en œuvre à tous les niveaux.

L'Ambassadeur Od Och a mis en lumière l'expérience de la Mongolie qui s'était dotée d'un neuvième OMD – renforcer les droits de l'homme et favoriser la gouvernance démocratique –, ainsi que d'indicateurs et de mécanismes de suivi pour évaluer le travail accompli à cet égard. L'expérience de la Mongolie mérite d'être examinée attentivement par les autres pays. Elle établit aussi qu'il est possible de mesurer la gouvernance démocratique avec des moyens techniques relativement limités.

Citant les évaluations citoyennes de la qualité de la démocratie soutenues par International IDEA depuis dix ans, Margot Wallström a relevé que la parole citoyenne et la maîtrise des processus politiques exercée par les citoyens étaient meilleures quand ces derniers avaient leur mot à dire au sein des observatoires de surveillance.

Dans son intervention, le Secrétaire général de l'UIP a souligné trois grandes raisons pour lesquelles un objectif autonome sur la gouvernance démocratique était nécessaire : tout d'abord, c'est ce qu'exigent les gens partout dans le monde, comme tant de manifestations populaires au cours des dernières années l'ont montré (Occuper Wall Street, etc.) et comme des enquêtes mondiales l'établissent (enquête My World); deuxièmement, alors que tous sont d'accord pour que soient éventuellement ajoutés des éléments de gouvernance démocratique aux divers ODD, seul un objectif résolument autonome peut générer la masse critique nécessaire pour faire réellement changer les choses; troisièmement, un objectif spécifique consacrerait le concept, en termes non équivoques, que la gouvernance démocratique est une fin en soi, qui reflète les principes fondamentaux des droits de l'homme et n'est pas seulement un moyen de développement.

Les présentations de M. Richardson et Leader ont porté sur des aspects plus techniques de la question. M. Richardson a en particulier évoqué un ensemble d'indicateurs élaborés par l'UIP pour mesurer la force des parlements nationaux dans des domaines clés, tels que la représentation, la transparence et la responsabilité. Il a fait valoir que les indicateurs parlementaires pourraient très bien s'inscrire dans un tableau plus complet d'indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'un objectif de gouvernance.

Les participants sont convenus que la démocratie ne pouvait être ni exportée, ni importée, et que les contextes nationaux et régionaux étaient cruciaux pour déterminer quels indicateurs seraient les plus efficaces pour chaque pays. Cela signifierait qu'il faut trouver un juste milieu entre un objectif autonome à caractère universel et les indicateurs retenus dans un contexte national.

Les participants ont aussi relevé que les OMD étaient axés presque exclusivement sur des indicateurs quantitatifs, et ont appelé à l'inclusion de méthodes d'évaluation qualitative fondées sur la perception des gens pour les nouveaux ODD. Ils ont également souligné l'importance de la participation de la société civile à toutes les phases d'étude et de mise en œuvre de la feuille de route du développement pour l'après-2015.

Bien que l'attention soit centrée sur le rôle de la démocratie dans la pérennité politique, certains participants ont noté que les principes démocratiques étaient nécessaires pour renforcer les aspects économiques, sociaux, environnementaux et culturels du programme de développement pour l'après-2015. M. Tommasoli a suggéré que les objectifs et les indicateurs essentiels de gouvernance démocratique puissent aussi figurer dans le descriptif des autres objectifs, comme par exemple la lutte contre les inégalités extrêmes comme le propose le professeur Joseph Stiglitz de l'Université de Columbia.

Cette manifestation a notamment contribué à mettre en évidence le rôle du Parlement en tant qu'institution clé de la gouvernance démocratique, aux côtés de l'administration publique, des institutions de contrôle de l'Etat, des tribunaux et du système tout entier de la justice, des médias et des organisations de surveillance. Elle a également contribué à mettre en évidence que les pays tant développés qu'en développement souffraient d'un déficit de gouvernance démocratique, et pas seulement les derniers comme on le croit souvent. Puisque les ODD sont censés s'appliquer à tous les pays, un objectif spécial visant la gouvernance démocratique serait justifié.